

ASSEMBLÉE NATIONALE

Rénovation de l'ascenseur 3 de l'escalier K du Palais Bourbon

126-128 Rue de l'Université
75007 PARIS



Marché 2023DAIP-20 - Opération 2022-3315

PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION (P.G.S.C.)

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

Opération de 3^{ème} catégorie

	3		
	2		
	1		
23 mars 2023	0	Création du document	Bruno LOISELEUR
Date	Indice	Objet de la version ou de la mise à jour	Rédacteur

SOMMAIRE GÉNÉRAL

0.	<u>PREAMBULE</u>	4
0.1	PRINCIPALES ABBREVIATIONS CONTENUES DANS LE DOCUMENT	4
0.2	OBJET DU DOCUMENT	4
0.3	OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES DES ENTREPRISES ET PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
0.5	LISTE DES TRAVAUX COMPORTANT DES RISQUES PARTICULIERS (ARRETE DU 25 FEVRIER 2003)	5
0.6	CONDITIONS D'APPLICATION DU PGSC	5
0.7	SANCTIONS APPLICABLES PAR LA MAITRISE D'OUVRAGE ET LA MAITRISE D'ŒUVRE	5
1.	<u>RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER</u>	6
1.1	GENERALITES	6
1.2	OBJET DES TRAVAUX ET DES PRESTATIONS A REALISER DANS LE CADRE DE L'OPERATION	6
1.3	CATEGORIE DE L'OPERATION	6
1.4	PHASAGE DES TRAVAUX ET CALENDRIER PREVISIONNEL	6
1.5	LOT DE TRAVAUX	7
1.6	COORDONNEES DES INTERVENANTS EXTERIEURS A L'ASSEMBLEE NATIONALE	7
2.	<u>MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LA MAITRISE D'OUVRAGE ET LA MAITRISE D'ŒUVRE</u>	7
2.1	NOTE PRELIMINAIRE	7
2.2	ACCUEIL ET FORMATION A LA SECURITE DES SALARIES DU CHANTIER	7
2.3	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ENTREPRISES	7
2.4	INSTALLATIONS DE CHANTIER	7
2.5	AIRES DE STOCKAGE	8
2.6	ALIMENTATION ELECTRIQUE PROVISoire DU CHANTIER	8
3	<u>MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT</u>	8
3.1	INSPECTIONS COMMUNES ET PPSSPS	8
3.2	PROTECTIONS COLLECTIVES	9
3.2.1	PRINCIPES GENERAUX	9
3.2.2	HARMONISATION DES DISPOSITIFS DE SECURITE	9
3.2.3	VERIFICATIONS, CONTROLES ET EXAMENS RELATIFS AUX ECHAFAUDAGES ET AUX PLATES-FORMES DE TRAVAIL	9
3.2.4	DISPOSITIONS EN CAS DE CARENCE D'UNE ENTREPRISE	10
3.3	REALISATION DES TRAVAUX EN ELEVATION	10
3.4	PROTECTION INDIVIDUELLE	11
3.5	APPROVISIONNEMENTS ET MANUTENTIONS	11
3.6	LEVAGE DE MATERIAUX	11
3.7	MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	12
3.7.1	TRAVAUX SUPERPOSES	12
3.7.2	TRAVAUX SUR LES PALIERS	12
3.7.3	MISE EN ŒUVRE DE PRODUITS DANGEREUX	12
4	<u>SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER</u>	14
4.1	LOCALISATION DU CHANTIER ET DES INSTALLATIONS DE CANTONNEMENT	14
4.2	ACCES AU CHANTIER	15
4.3	CANTONNEMENTS ET INSTALLATIONS D'HYGIENE	15
4.4	CONTRAINTES SUR LE SITE DU PALAIS-BOURBON	15
4.5	SUJETIONS DECOULANT DE LA PRESENCE DE TIERS A PROXIMITE DES ZONES DE TRAVAUX	16
4.6	STATIONNEMENT ET ACCES AU PARKING DU PALAIS BOURBON	16
4.7	PROTECTIONS CONTRE LE BRUIT	16
5	<u>MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT</u>	16
5.1	NETTOYAGES	16
5.2	EVACUATION DES DECHETS ET GRAVATS	16
5.3	POLLUTION DE L'AIR DUE A L'EXECUTION DES TRAVAUX	17
6	<u>RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE</u>	17
6.1	MESURES PRISE EN CONSIDERATION DES INTERFERENCES EVENTUELLES	17
6.2	PREVENTION ET PROTECTION INCENDIE	18
6.3	ÉTABLISSEMENT DES PERMIS « FEU » OU « POUSSIÈRES »	18



Direction des Affaires
Immobilières et du Patrimoine
Coordination SPS
126, rue de l'Université
75355 PARIS 07 SP
Tél : 01.40.63.83.17

**PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ
DE COORDINATION
EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET
DE PROTECTION DE LA SANTÉ**

Opération de 3^{ème} catégorie
PGSC indice 0
Date : 23/03/2023
Marché 2023DAIP-20
Opération 2020-3315

Rénovation de l'ascenseur 3 de l'escalier K du Palais Bourbon – 126-128 Rue de l'Université à Paris (7^{ème} arrond.)

7	<u>MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</u>	19
7.1	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE CONTRACTANTE ENVERS LE MAITRE D'OUVRAGE	19
7.2	SOUS-TRAITANTS	19
7.3	TRAVAIL INTERIMAIRE	19
7.4	DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A LA MAIN D'ŒUVRE	19
7.5	CONTENU DU PLAN PARTICULIER SIMPLIFIE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.S.P.S.)	20
7.6	INFORMATIONS MUTUELLES ET ECHANGES ENTRE ENTREPRISES DES CONSIGNES EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	20
8	<u>CONSIGNES ET MESURES DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE A METTRE EN ŒUVRE PENDANT L'EXECUTION DES TRAVAUX</u>	21
8.1	GENERALITES	21
8.2	TRAVAUX AU VOISINAGE D'UNE INSTALLATION ELECTRIQUE SOUS TENSION	21
8.3	TRAVAUX D'ORDRE ELECTRIQUE	21
8.4	TRAVAUX DE DEMONTAGE D'OUVRAGES	21
8.5	TRAVAUX DE RENOVATION DE L'ASCENSEUR	22
	ANNEXE 1 : PRINCIPALES MESURES DE COORDINATION SPS A METTRE EN ŒUVRE	23
	ANNEXE 2 : FICHE D'APPEL DES SECOURS	28
	ANNEXE 3 : LISTE DES ENTREPRISES	29
	ANNEXE 4 : ETAT RECAPITULATIF DES INSPECTIONS COMMUNES ET DES P.P.S.S.P.S.	30

0. PREAMBULE

0.1 Principales abréviations contenues dans le document

Coordonnateur SPS	Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé
La mission CSPS	La mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé
MO	Maître d'Ouvrage
MOE	Maître d'Œuvre
PGSC ou PGSCSPS	Plan Général Simplifié de Coordination (Santé et Protection de la Santé)
PPSSPS	Plan Particulier Simplifié de Sécurité (et Protection de la Santé)
RJC	Registre Journal de la Coordination
SST	Sauveteur Secouriste du Travail
FDS	Fiche de données de sécurité
IT	Inspection du Travail
CRAMIF	Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France
OPPBTP	Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics
INRS	Institut National de Recherche et de Sécurité
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
TCE – CES / CET	Tous Corps d'Etat – Corps d'Etat Secondaire / Corps d'Etat Technique
CCTP - CCG	Cahier des Clauses Techniques Particulières - Cahier des Charges Générales
DT	Déclaration de Travaux
DICT	Déclaration d'Intention Commencement de Travaux
CACES	Certificat d'Aptitude à la Conduite d'Engin en Sécurité
PIR / PIRL	Plateforme Individuelle Roulante / Plateforme Individuelle Roulante Légère
AN	Assemblée nationale
MABC	Marché à Bon de Commande
EPI	Équipement de Protection Individuelle
GTE	Gestion Technique Électrique
DAIP	Direction des Affaires Immobilières et du Patrimoine

0.2 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

0.3 Obligations réglementaires des entreprises et principes généraux de prévention

Conformément aux prescriptions réglementaires des articles L. 4121-1 et L. 4121-2 du code du travail, chaque entreprise doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de ses salariés. Ces mesures comprennent :

1. des actions de prévention des risques professionnels, y compris ceux mentionnés à l'article L.4161-1 ;
2. des actions d'information et de formation ;
3. la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'entreprise doit veiller à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

Par ailleurs, chaque entreprise doit mettre en œuvre les mesures citées ci-dessus sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

1. Éviter les risques ;
2. Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

0.5 Liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25 février 2003)

Les entreprises qui exécutent des travaux entrant dans la liste suivante doivent en informer le Coordonnateur SPS lors de l'inspection commune préalable et le mentionner dans le cadre de leur Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

- Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs ;
- à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 ;
- à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement ;
- Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens des articles R. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982, ainsi que des articles R. 231-56-11-I et R. 231-65-I ;
- Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996 ;
- Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 ;
- Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées ;
- Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade ;
- Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous œuvre ;
- Travaux en plongée appareillée ;
- Travaux en milieu hyperbare ;
- Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 m³ ;
- Travaux comportant l'usage d'explosifs ;
- Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret n° 65-48 du décret du 8 janvier 1965 modifié ;
- Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour.

0.6 Conditions d'application du PGSC

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent PGSC, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement, lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Le présent document s'applique à toutes les entreprises ayant à travailler sur le chantier, qu'elles soient titulaires ou sous-traitantes ou qu'elles possèdent un marché à bons de commande ou un accord-cadre avec l'Assemblée nationale.

Le PGSC n'est valable que pour la période de réalisation du chantier considéré et ne s'applique plus après la réception des travaux dudit chantier.

0.7 Sanctions applicables par la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre

Il est rappelé qu'en matière de sécurité et de protection de la santé des personnels, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen mais également une obligation de résultat.

Par ailleurs, et en concertation avec le Coordonnateur SPS, la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre se réservent le droit de faire exécuter par toute entreprise de leur choix, en lieu et place et aux frais des entreprises défaillantes, tout ou partie des travaux ou aménagements dus par celles-ci au titre de la sécurité, de la protection de la santé et de l'hygiène des travailleurs.



Direction des Affaires
Immobilières et du Patrimoine
Coordination SPS
126, rue de l'Université
75355 PARIS 07 SP
Tél : 01.40.63.83.17

**PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ
DE COORDINATION
EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET
DE PROTECTION DE LA SANTÉ**

Opération de 3^{ème} catégorie
PGSC indice 0
Date : 23/03/2023
Marché 2023DAIP-20
Opération 2020-3315

Rénovation de l'ascenseur 3 de l'escalier K du Palais Bourbon – 126-128 Rue de l'Université à Paris (7^{ème} arrond.)

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER

1.1 Généralités

Dans le cadre de la présente opération, le Maître d'Ouvrage, l'Assemblée nationale, est représentée par la Cellule de Maîtrise d'Ouvrage de la Direction des Affaires Immobilières et du Patrimoine (DAIP) :

Adresse postale : **ASSEMBLÉE NATIONALE**
Direction des Affaires Immobilières et du Patrimoine
126, rue de l'Université 75355 PARIS 07 SP
Représentant : M. Xavier BRUN, Ingénieur en chef
Bureau : 233, boulevard Saint-Germain 75007 PARIS (3^{ème} étage)

La Maîtrise d'Œuvre est assurée par le Département de Maîtrise d'Œuvre de la DAIP ainsi que par le bureau d'études ACCEO ELEVATION :

Adresse postale : **ASSEMBLÉE NATIONALE**
Direction des Affaires Immobilières et du Patrimoine
126, rue de l'Université 75355 PARIS 07 SP
Représentant : M. Guillaume ASTIER, Chef de projet
Bureau : 233 boulevard Saint-Germain 75007 PARIS (4^{ème} étage)

Adresse postale : **ACCEO ELEVATION**
Le Corosa – 1-5 rue Eugène et Armand Peugeot 92500 RUEIL-MALMAISON
N° de téléphone : 01.76.74.80.40

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est assurée par la Cellule de Maîtrise d'Ouvrage de la DAIP :

Adresse postale : **ASSEMBLÉE NATIONALE**
Direction des Affaires Immobilières et du Patrimoine
126, rue de l'Université 75355 PARIS 07 SP
Tél. : 01.40.63.83.17
Représentants : M. Bruno LOISELEUR, Coordonnateur SPS titulaire – Tél. : 01.40.63.83.39
M. Dan BEGGAZ, Coordonnateur SPS suppléant – Tél. : 01.40.63.84.33
Bureaux : 233, boulevard Saint-Germain 75007 PARIS (4^{ème} étage)

La Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP détachée à l'Assemblée nationale) est le service compétent pour établir les permis feu et poussières ainsi que pour contrôler les travaux thermiques. Elle est habilitée à intervenir dans toutes les situations ainsi qu'à faire stopper toutes les tâches ou tous les travaux pouvant entraîner un risque d'incendie.

1.2 Objet des travaux et des prestations à réaliser dans le cadre de l'opération

La présente opération a pour objet la rénovation de l'ascenseur 3 de l'escalier K du Palais Bourbon, les prestations principales à réaliser par le titulaire du marché étant listées dans le CCTP du DCE.

1.3 Catégorie de l'opération

L'opération est classée en 3^{ème} catégorie (moins de 500 hommes x jours)

1.4 Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

L'entreprise titulaire du marché doit consulter et tenir compte du calendrier prévisionnel des travaux établi par la Maîtrise d'Œuvre et joint au dossier d'appel d'offres.

Compte tenu des contraintes d'activité de l'Assemblée nationale, le phasage et la durée des travaux de la présente opération doivent impérativement être respectés, les opérations les plus bruyantes devant être exécutées en horaires décalés ou durant une intersession parlementaire.

Pendant toute la durée des travaux, les bâtiments de l'Assemblée nationale resteront en activité, même si certaines périodes sont en-dehors des sessions parlementaires. Chaque entreprise est réputée prendre en compte, au titre de son marché, toutes les sujétions induites par ces activités, et notamment le maintien :

- de la circulation véhicule entre l'entrée de la Cour d'Honneur (126 rue de l'Université) ;
- de l'accès aux véhicules de collecte des déchets ;
- des circulations piétonnes comme indiqué sur le plan de phasage joint au dossier de consultation.

Rénovation de l'ascenseur 3 de l'escalier K du Palais Bourbon – 126-128 Rue de l'Université à Paris (7^{ème} arrond.)

Remarque importante : le respect des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre tous les moyens utiles et nécessaires, compatibles avec la sécurité et le respect du calendrier d'exécution des travaux.

1.5 Lot de travaux

Les travaux sont réalisés en un lot unique, l'entreprise titulaire ayant la possibilité de recourir à de la sous-traitance.

1.6 Coordonnées des intervenants extérieurs à l'Assemblée nationale

➤ ORGANISMES OFFICIELS DE PREVENTION

- **INSPECTION DU TRAVAIL** - Secteur Nord Est
210 Quai de Jemmapes 75010 PARIS – Tél. : 01 44 53 30 10
- **CRAMIF** (Caisse Régionale d'Assurance Maladie Ile de France) - Service Prévention
17 Avenue de Flandres 75019 PARIS – Tél. : 01 40 05 32 64
- **OPPBTP** (organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics)
25 Avenue du Général Leclerc 92660 Boulogne-Billancourt Cedex – Tél. : 01 46 09 27 00

2. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LA MAITRISE D'OUVRAGE ET LA MAITRISE D'ŒUVRE

2.1 Note préliminaire

Les mesures d'organisation générale du chantier relatives à la réalisation des travaux sont arrêtées par la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre de la Direction des Affaires Immobilières et du Patrimoine (DAIP). Elles sont mentionnées à l'intérieur des CCTP particuliers ainsi que dans les documents portant sur les prescriptions générales applicables aux interventions sur les sites de l'Assemblée nationale et dans le cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de la DAIP (CCG-AN).

2.2 Accueil et formation à la sécurité des salariés du chantier

Les personnels des entreprises, y compris les salariés intérimaires, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en matière de sécurité et de protection de la santé. Cette formation – qui doit être assurée par les entreprises – doit notamment porter sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le site du Palais Bourbon et sur chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail,
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.

Chaque entreprise doit tenir à jour, sur le chantier, une liste de tous ses salariés. Ces différents personnels doivent pouvoir être facilement identifiées : autocollant sur le casque et port permanent du badge délivré par l'Assemblée nationale.

2.3 Dispositions applicables aux entreprises

Chaque entreprise doit disposer en permanence sur le site :

- d'un personnel d'encadrement capable d'assurer la bonne conduite des travaux et de garantir le strict respect des règles et des consignes de sécurité sur le chantier ;
- d'une main d'œuvre qualifiée nécessaire à la bonne exécution des travaux et recrutée (par l'entrepreneur) dans les conditions prévues par les règlements en vigueur.

La Maîtrise d'Ouvrage ou la Maîtrise d'Œuvre peut exiger le changement d'un salarié d'une entreprise dont la capacité est insuffisante ou dont la conduite s'avère de nature à troubler la bonne marche du chantier. Toute personne doit être en mesure de justifier sa présence sur le site, sur simple réquisition d'un surveillant, agent ou d'une personne habilitée. Le port permanent d'un badge apparent est obligatoire.

2.4 Installations de chantier

L'entreprise titulaire doit prendre connaissance du projet de plans d'installations de chantier contenu dans le DCE.

L'entreprise titulaire doit mettre en place les installations de chantier qui comprennent notamment les palissades provisoires, définies par la Maîtrise d'Œuvre dans le cadre du CCTP, sur chaque palier de l'ascenseur.

Rénovation de l'ascenseur 3 de l'escalier K du Palais Bourbon – 126-128 Rue de l'Université à Paris (7^{ème} arrond.)

Ces palissades doivent être étanches, de façon à éviter toute propagation de poussières à l'extérieur des zones de travaux, et doivent comporter, une porte fermant à clé et équipée d'un bouton moleté à l'intérieur.

Remarque importante : les portes des palissades ne doivent pas être considérées comme une protection contre les risques de chute dans la gaine de l'ascenseur, l'entreprise titulaire devant assurer une protection palière permanente.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires aux différentes emprises de chantier sont également à la charge de l'entreprise titulaire. Il en est de même pour les diverses signalisations du chantier et notamment celles qui concernent les panneaux réglementaires « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » ainsi que le rappel de l'obligation de porter un casque. De plus, et en concertation avec le Coordonnateur SPS, la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre peuvent exiger la mise en place, aux frais de l'entreprise titulaire, de tous les dispositifs supplémentaires qu'ils jugeraient nécessaires.

L'entreprise titulaire doit, de surcroît, assurer la pose des coffrets électriques provisoires de chantier et l'éclairage des zones de circulation du chantier.

2.5 Aires de stockage

Une zone réservée aux installations et aux aires de stockage a été définie par la Maîtrise d'Œuvre, dans la cour d'Aguesseau, à proximité de la zone de travaux.

Cette zone de stockage est provisoire et ne doit accueillir que les matériaux et matériels nécessaires pour la journée. Chaque entreprise doit donc prévoir ses approvisionnements ainsi que ses évacuations, au fur et à mesure de l'exécution des travaux. Par ailleurs, les entreprises doivent préciser à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur SPS si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations susceptibles d'être dangereuses et doivent communiquer, le cas échéant, une copie des fiches de données de sécurité de ces produits.

Les entreprises restent responsables de l'enlèvement de tout excédent ou déchet des produits mis en œuvre ainsi que de leurs emballages.

2.6 Alimentation électrique provisoire du chantier

L'entreprise titulaire doit fournir une installation électrique provisoire de chantier, protégée par 30mA, composée de coffrets et d'un éclairage pour les besoins du chantier, la Maîtrise d'Ouvrage assurant l'alimentation initiale.

Cette installation électrique provisoire de chantier doit être exécutée par du personnel qualifié et habilité et en respectant l'ensemble des normes en vigueur. L'entreprise titulaire doit transmettre à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur SPS des plans de l'installation électrique provisoire indiquant notamment la localisation des armoires et coffrets électriques.

Les réseaux provisoires ne doivent pas être installés de façon à gêner :

- les circulations verticales et horizontales accessibles aux personnels se déplaçant à pied ;
- les déplacements des matériels mis en œuvre pour les manutentions (chariots, transpalettes, etc.) ou les travaux en élévation (échafaudages roulants, PIR ou PIRL, etc.).

Le nombre de coffrets électriques doit être calculé de façon à ce qu'il y ait au moins un coffret dans un rayon égal à 25 mètres.

La vérification de l'installation électrique provisoire de chantier doit être confiée à une société de contrôle spécialisée, à la charge de l'entreprise titulaire.

L'éclairage des postes de travail reste à la charge de chaque entreprise qui doit :

- mettre en œuvre des appareils d'éclairage conformes aux normes de chantier,
- assurer un niveau d'éclairement d'au moins 120 lux,
- éviter les éblouissements et les contrastes trop élevés,
- entretenir et vérifier ses appareils d'éclairage et mettre au rebut tous les matériels susceptibles de provoquer un court-circuit ou l'électrisation de l'utilisateur.

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises doit être conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers. Il est notamment rappelé que les rallonges ainsi que les cordons d'alimentation des équipements électriques doivent posséder des câbles H 07 RNF et comporter des prises incassables et étanches.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1 Inspections communes et PPSSPS

L'entreprise titulaire doit réaliser une inspection commune avec le Coordonnateur SPS, puis établir et diffuser un PPSSPS auprès de la Maîtrise d'Ouvrage, de la Maîtrise d'Œuvre et du Coordonnateur SPS.

3.2 Protections collectives

3.2.1 Principes généraux

De manière à éviter tout risque de chute de hauteur des personnels d'exécution, l'entreprise titulaire doit notamment mettre en place :

- des garde-corps, sur le toit de la cabine d'ascenseur, à 1 mètre de hauteur au-dessus de tous les éléments constituant un appui précaire (arceau, boîtier, etc.), lorsque la distance entre le bord de la cabine et une paroi est supérieure à 20 cm ;
- des garde-corps réglementaires en rive des baies palières, à tous les niveaux, y compris devant les fosses en partie basse de la gaine d'ascenseur ;
- des plates-formes de travail, des échafaudages – ou des dispositifs équivalents – permettant, après les opérations de dépose de l'ancienne cabine, des guides et câbles existants, la réalisation des travaux dans la gaine d'ascenseur ainsi que sur les baies palières.

Dans le cas de travaux réalisés sur le toit de la cabine d'ascenseur, l'entreprise titulaire doit également mettre en œuvre des dispositifs de protection contre les risques de cisaillement, entre ce toit et les parois de la gaine présentant des éléments en saillie.

L'entreprise titulaire a la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance de ces protections collectives jusqu'à l'achèvement des travaux.

Toutes ces dispositions ne dérogent toutefois pas à la loi qui fait obligation à chaque entreprise d'assurer la protection collective de son personnel intervenant sur le chantier. En d'autres termes, chaque entrepreneur ayant à intervenir sur une zone de travaux, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer, avant d'autoriser l'intervention de son personnel, que toutes les protections collectives répondent aux différentes prescriptions réglementaires en vigueur.

3.2.2 Harmonisation des dispositifs de sécurité

L'harmonisation des dispositifs de sécurité a pour objectif essentiel d'éviter qu'une entreprise soit amenée à enlever une protection sous prétexte que celle-ci la gêne dans l'exécution de ses travaux.

A cet effet, chaque entreprise doit réaliser un examen d'adéquation des échafaudages, des plates-formes de travail et dispositifs de protection qu'elle utilise.

De plus, ces échafaudages, plates-formes de travail et dispositifs de protection ne peuvent être démontés ou sensiblement modifiés que par l'entreprise ayant réalisé l'installation.

3.2.3 Vérifications, contrôles et examens relatifs aux échafaudages et aux plates-formes de travail

Chaque entreprise est tenue à l'exécution des vérifications pertinentes des échafaudages et des plates-formes de travail qu'elle utilise. A cette fin, chaque entreprise doit disposer, ou mettre à la disposition des personnes qualifiées chargées des vérifications, les documents adéquats tels que : plans et instructions pour le montage, le démontage et le stockage, note de calcul de résistance et de stabilité si elle ne figure pas dans une notice du fabricant ou si le montage ne correspond pas à une configuration prise en compte dans la note de calcul du fabricant.

La vérification de l'échafaudage (ou de la plate-forme de travail) avant sa mise ou sa remise en service s'impose dans les circonstances suivantes :

- lors de la première utilisation ;
- en cas de changement de site d'utilisation et de tout démontage suivi d'un remontage ;
- en cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels de l'échafaudage (ou de la plate-forme de travail), notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ;
- à la suite de la modification des conditions d'utilisation ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation de l'échafaudage ou de la plate-forme de travail ;
- à la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois.

La vérification avant mise ou remise en service de l'échafaudage (ou de la plate-forme de travail) comporte un examen d'adéquation, un examen de montage et d'installation ainsi qu'un examen de l'état de conservation.

Lorsqu'un échafaudage est utilisé par plusieurs entreprises, sur un même site et dans la même configuration, il n'est pas nécessaire que chaque entreprise réalise les vérifications avant mise en service ou remise en service ainsi que les vérifications trimestrielles.

Chaque entreprise utilisatrice de l'échafaudage doit toutefois s'assurer que toutes les vérifications qui s'imposent pour cet échafaudage ont été réalisées en tenant compte des conditions dans lesquelles elle l'utilise effectivement ou que ces conditions ne mettent pas en cause les résultats des vérifications. Dans tout cas contraire il lui appartient de réaliser les vérifications nécessaires.

De plus, chaque entreprise doit toujours être en mesure de présenter les documents faisant état des conditions de réalisation des vérifications ainsi que de leurs résultats.

Rénovation de l'ascenseur 3 de l'escalier K du Palais Bourbon – 126-128 Rue de l'Université à Paris (7^{ème} arrond.)

• **Examen de montage et d'installation :**

On entend par « Examen de montage et d'installation d'un échafaudage », l'examen qui consiste à s'assurer qu'il est monté et installé de façon sûre, conformément à la notice d'instructions du fabricant ou, lorsque la configuration de montage ne correspond pas à un montage prévu par la notice, en tenant compte de la note de calcul et conformément au plan de montage établi par une personne compétente.

Afin de permettre la réalisation de l'examen de montage et d'installation, l'entreprise qui a exécuté le montage de l'échafaudage doit communiquer à la personne qualifiée chargée de l'examen les informations nécessaires, notamment les données relatives au sol, à la nature des supports et des ancrages, aux réactions d'appui au sol et, le cas échéant, à la vitesse maximale du vent à prendre en compte sur le site d'utilisation, à la nature du bâchage éventuel.

• **Examen d'adéquation :**

Rappel : chaque entreprise doit réaliser un examen d'adéquation de l'échafaudage (ou de la plate-forme de travail) qu'elle utilise.

On entend par « Examen d'adéquation d'un échafaudage », l'examen qui consiste à vérifier que l'échafaudage est approprié aux travaux que chaque entreprise utilisatrice prévoit d'effectuer ainsi qu'aux risques auxquels ses salariés sont exposés, et que les opérations prévues sont compatibles avec les conditions d'utilisation de l'échafaudage définies par le fabricant.

Afin de permettre la réalisation de l'examen d'adéquation, chaque entreprise doit mettre par écrit à la disposition de la personne qualifiée chargée de l'examen les informations nécessaires relatives aux travaux qu'il est prévu d'effectuer avec l'échafaudage et notamment les charges à supporter qu'impliquent ces travaux.

• **Examen quotidien de l'état de conservation :**

Lorsqu'elle utilise un échafaudage, chaque entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que cet échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

On entend par « Examen de l'état de conservation d'un échafaudage », l'examen qui a pour objet de vérifier le bon état de conservation des éléments constitutifs de cet échafaudage pendant toute la durée de son installation.

Cet examen doit notamment porter sur :

- la présence et la bonne installation des dispositifs de protection collective et des moyens d'accès ;
- l'absence de déformation permanente ou de corrosion des éléments constitutifs de l'échafaudage pouvant compromettre sa solidité ;
- la présence de tous les éléments de fixation ou de liaison des constituants de l'échafaudage et l'absence de jeu décelable susceptible d'affecter ces éléments ;
- la bonne tenue des éléments d'amarrage (ancrage, vérinage) et l'absence de désordre au niveau des appuis et des surfaces portantes ;
- la présence de tous les éléments de calage et de stabilisation ou d'immobilisation ;
- la bonne fixation des filets et des bâches sur l'échafaudage, ainsi que la continuité du bâchage sur toute la surface extérieure ;
- le maintien de la continuité, de la planéité, de l'horizontalité et de la bonne tenue de chaque niveau de plancher ;
- la visibilité des indications sur l'échafaudage relatives aux charges admissibles ;
- l'absence de charges dépassant ces limites admissibles ;
- l'absence d'encombrement des planchers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles doivent être consignées sur le registre de sécurité que chaque entreprise doit ouvrir pour le chantier. Le Coordonnateur SPS doit également être informé des anomalies ou détériorations constatées.

• **Vérification trimestrielle :**

Aucun échafaudage ne peut demeurer en service s'il n'a pas fait l'objet depuis moins de trois mois d'un examen approfondi de son état de conservation.

3.2.4 Dispositions en cas de carence d'une entreprise

La Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre se réservent le droit, en cas de défaillance d'une entreprise, de faire appel à une entreprise du chantier ou extérieure pour remettre en état les dispositifs ou les équipements de sécurité aux frais de l'entreprise défaillante.

De la même manière et en cas de doute sur la conformité d'un dispositif de protection ou d'un matériel, la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre se réservent également le droit de demander à une personne ou à une société compétente de contrôler la conformité de ce dispositif ou de ce matériel.

3.3 Réalisation des travaux en élévation

Tous les travaux en hauteur, y compris à l'intérieur de la gaine d'ascenseur, doivent être réalisés à partir de plates-formes de travail équipées de garde-corps (toit de cabine avec garde-corps, échafaudages, plates-formes individuelles roulantes, etc.).

Rénovation de l'ascenseur 3 de l'escalier K du Palais Bourbon – 126-128 Rue de l'Université à Paris (7^{ème} arrond.)

D'une manière générale, il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. Ces équipements peuvent toutefois être exceptionnellement utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif. Le cas échéant, l'entreprise doit s'assurer que les échelles, escabeaux et marchepieds sont constitués de matériaux appropriés compte tenu des contraintes du milieu d'utilisation. Ces matériaux et leur assemblage doivent être d'une solidité et d'une résistance adaptées à l'emploi de l'équipement et permettent son utilisation dans des conditions adaptées du point de vue ergonomique.

3.4 Protection individuelle

Conformément aux prescriptions réglementaires des Principes Généraux de Prévention, les entreprises doivent prendre des mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle. Les protections individuelles ne doivent donc être utilisées qu'en complément des protections collectives ou lorsque celles-ci ne peuvent techniquement pas être mises en œuvre. Dans ces deux cas, les entreprises doivent mettre à la disposition de leur personnel les équipements de protection individuelle adaptés aux risques encourus. Elles doivent également veiller à ce que ces EPI soient effectivement portés par leur personnel d'exécution et doivent préciser, dans le cadre de leur PPSSPS, l'affectation des équipements personnels destinés à prévenir contre les risques d'accidents tels que : casques, chaussures ou bottes de sécurité, lunettes de protection, gants adaptés aux risques, masques, harnais de sécurité, etc.. Ces équipements doivent être conformes aux règles et aux normes en vigueur.

Chaque entreprise doit :

- s'assurer que le stock d'EPI et notamment des équipements consommables est toujours suffisant ;
- veiller à ce que les appareils soient nettoyés et entretenus aussi souvent que nécessaire pour maintenir leur bon état d'utilisation.

Le harnais de sécurité ne doit donc être employé comme moyen de prévention contre le risque de chute de hauteur :

- que pour du personnel apte médicalement, formé, habilité et spécialement désigné pour réaliser des travaux en élévation au moyen d'un harnais,
- que dans les cas où l'installation d'une protection collective s'avérerait techniquement impossible ou présenterait de réelles difficultés,
- que pour des interventions ponctuelles, de courte durée et non répétitives.

N.B. : chaque entreprise doit être en mesure de présenter pour son personnel, sur demande expresse de leur part, les certificats d'aptitude médicale ainsi que les attestations de formation « Port du harnais » à la Maîtrise d'Ouvrage, à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

En cas d'utilisation de harnais de sécurité, l'entreprise doit :

- s'assurer que les points d'ancrage sont sûrs (accès en sécurité), résistants et en nombre suffisant,
- vérifier l'installation du matériel (harnais, longe, ligne de vie, etc.) pour chaque salarié,
- surveiller en permanence l'exécution des travaux.

3.5 Approvisionnements et manutentions

Dispositions générales à adopter pour les approvisionnements et les manutentions : les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les opérations de manutention doivent être réalisées en accord avec la Maîtrise d'Œuvre et avis du Coordonnateur SPS. Les modes opératoires doivent également être définis dans le PPSSPS de l'entreprise afin que le Coordonnateur SPS donne un avis et formule ses éventuelles observations sur la méthodologie proposée.

3.6 Levage de matériaux

Dans le cadre du présent chantier, le levage de matériels et des matériaux doit être assuré par chaque entreprise durant toute la période d'exécution des travaux. Toutefois, d'autres dispositions peuvent être élaborées avant le début (période de préparation) ou en cours de chantier, en concertation avec les entreprises, la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre et le Coordonnateur SPS.

Chaque appareil de levage doit avoir fait l'objet :

- d'une vérification réglementaire, le rapport de vérification ainsi que le registre de sécurité (indiquant notamment la levée des éventuelles réserves) devant être tenus à jour sur le chantier ;
- d'un contrôle de montage et d'installation ;
- d'un examen d'adéquation.

Rénovation de l'ascenseur 3 de l'escalier K du Palais Bourbon – 126-128 Rue de l'Université à Paris (7^{ème} arrond.)

Rappels réglementaires :

- l'examen de montage et d'installation d'un appareil de levage consiste à s'assurer qu'il est monté et installé de façon sûre, conformément à la notice d'instructions du fabricant ;
- l'examen d'adéquation d'un appareil de levage consiste à vérifier qu'il est approprié aux travaux que l'utilisateur prévoit d'effectuer ainsi qu'aux risques auxquels les travailleurs sont exposés et que les opérations prévues sont compatibles avec les conditions d'utilisation de l'appareil définies par le fabricant.

En cas de doute sur la conformité d'un appareil de levage, y compris pour son installation et ses conditions d'utilisation, la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre se réservent le droit de demander à une personne ou à une société compétente de contrôler la conformité de ce matériel.

Les entreprises mettant en œuvre un appareil de levage doivent notamment :

- établir des modes opératoires spécifiques pour la manutention des éléments volumineux ou lourds,
- respecter les règles d'élingage, de guidage et de retenue des charges.

Par ailleurs, le crochet de suspension d'un appareil de levage doit être d'un modèle ne permettant pas le décrochage accidentel des charges.

3.7 Mesures prises en matière d'interactions sur le site

3.7.1 Travaux superposés

L'ordonnement des tâches figurant dans les calendriers d'exécution des travaux doit éviter toute tâche superposée présentant des risques pour le personnel des entreprises.

D'une manière générale, l'entreprise qui génère un risque en travaillant en élévation doit installer et entretenir des dispositifs (platelages, filets, etc.) destinés à assurer la protection des personnels situés sous ses zones de travail.

Chaque cas doit être préalablement examiné par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre et le Coordonnateur SPS et doit faire l'objet d'une mention spécifique dans le PPSSPS de l'entreprise.

3.7.2 Travaux sur les paliers

Préalablement à la réalisation des travaux, l'entreprise titulaire doit mettre en place, sur chaque palier de l'appareil, une palissade de chantier périphérique toute hauteur.

Réalisée en contreplaqué peint en blanc ou en mélaminé, elle doit être équipée d'une porte pour l'accès au chantier (réalisée par l'entreprise titulaire). La porte doit être munie à l'extérieur d'un verrou (canon) et d'un bouton moleté à l'intérieur.

Cette palissade doit être étanche de façon à éviter toute propagation de poussières en dehors des zones de travaux.

Rappel important : les portes des palissades ne doivent pas être considérées comme une protection contre les risques de chute dans la gaine de l'ascenseur, l'entreprise titulaire devant assurer une protection palière permanente.

Lors de l'absence des portes palières devant la gaine d'ascenseur, l'accès aux emprises intérieures du chantier est strictement réservé à l'entreprise titulaire et à ses éventuels sous-traitants. Les portes provisoires de chantier doivent par conséquent être verrouillées et signalées avec un affichage rappelant l'interdiction d'entrée, l'obligation de porter un casque et informant du risque de chute de grande hauteur. La Maîtrise d'Œuvre assure la gestion des clés et de ce contrôle d'accès.

3.7.3 Mise en œuvre de produits dangereux

Les produits utilisés dans le cadre des travaux doivent être choisis en fonction de leur absence de dangerosité. Le choix de ces produits à mettre en œuvre doit donc tenir compte du respect des Principes Généraux de Prévention (PGP) imposés, par les prescriptions du code du travail, notamment aux entreprises chargées des travaux :

« Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ».

Dans tous les cas, les entreprises utilisant des produits dans le cadre de leurs travaux, y compris les produits de nettoyage des ouvrages, doivent transmettre à la Maîtrise d'Ouvrage, à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur SPS une copie des fiches de données de sécurité de ces produits qu'elles envisagent d'utiliser. En cas de présence de risques, l'entreprise concernée doit :

- évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités, notamment par la détermination des risques d'exposition de son personnel d'exécution,
- combattre les risques à la source en mettant notamment en œuvre des dispositifs de ventilation et d'extraction dans la zone d'utilisation des produits, y compris durant les périodes de séchage,
- prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- donner des instructions appropriées aux travailleurs.

L'entreprise doit également :

- tenir, sur le chantier, les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre,
- isoler leurs zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état (obligation de moyen et de résultat),
- mettre en place une signalisation indiquant les risques liés aux produits,
- veiller à extraire les émanations nocives et/ou toxiques vers une zone inaccessible aux autres corps d'état.

	<p>Direction des Affaires Immobilières et du Patrimoine Coordination SPS 126, rue de l'Université 75355 PARIS 07 SP Tél : 01.40.63.83.17</p>	<p>PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ</p>	<p>Opération de 3^{ème} catégorie PGSC indice 0 Date : 23/03/2023 Marché 2023DAIP-20 Opération 2020-3315</p>
--	--	--	--

Rénovation de l'ascenseur 3 de l'escalier K du Palais Bourbon – 126-128 Rue de l'Université à Paris (7^{ème} arrond.)

Par ailleurs, chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés sur les dangers présentés par les produits qu'ils manipulent.

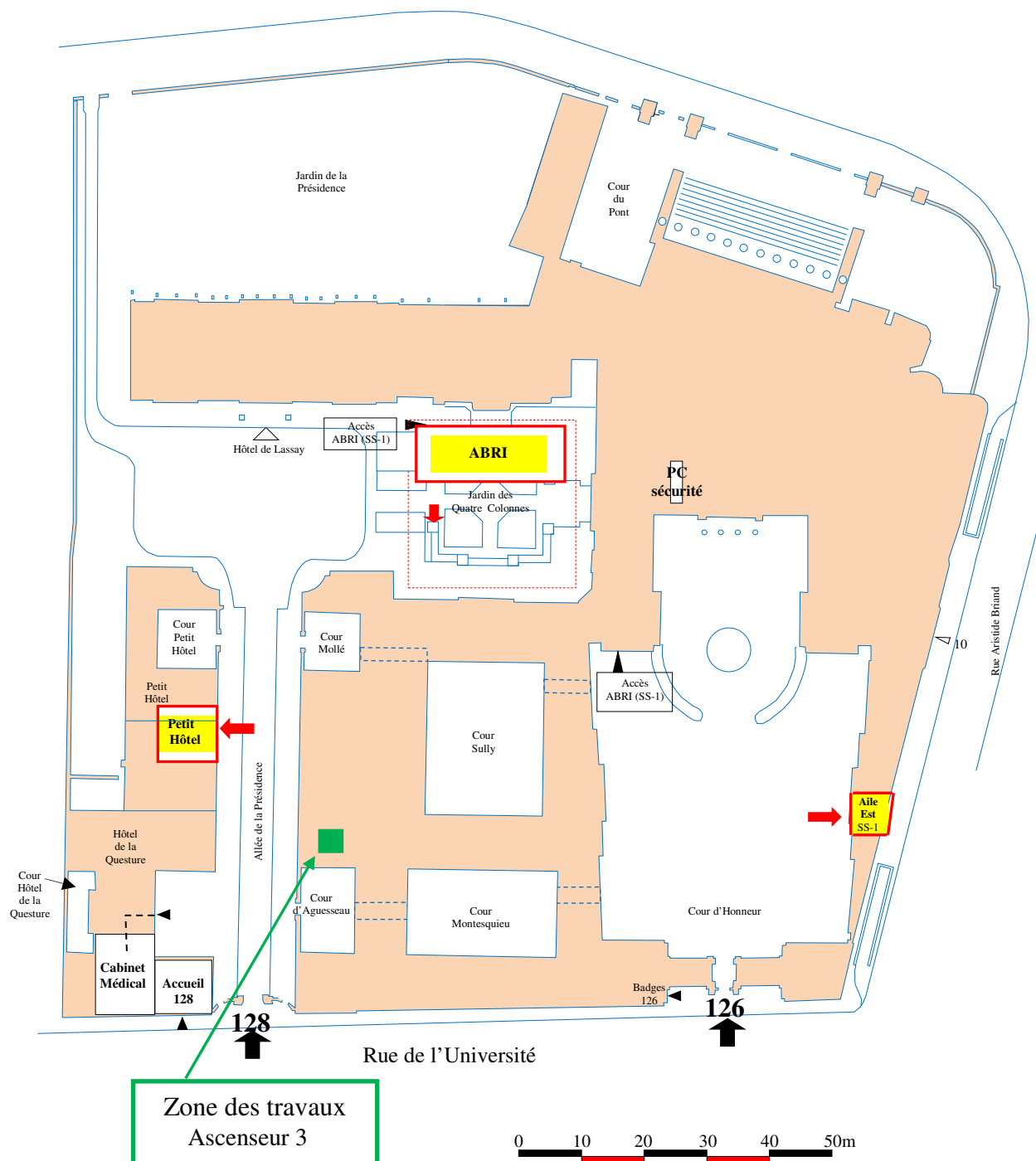
Les entreprises doivent également mettre en œuvre toutes les protections (collectives et individuelles) nécessaires et adaptées aux risques ; elles restent responsables de l'application de ces mesures de prévention.

Dans les cas particuliers d'utilisation de produits CMR (cancérogène, mutagène ou toxiques pour la reproduction), l'entreprise concernée doit respecter toutes les prescriptions réglementaires du code du travail prévues aux articles R. 4412-59 à R. 4412-93. Tous les bidons, tines et récipients divers ayant contenu des produits dangereux doivent être évacués au fur et à mesure de leur utilisation (tous les jours, si nécessité). Ces différents déchets doivent faire l'objet de bordereaux de suivi (BSD) que l'entreprise utilisatrice doit transmettre à la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre.

4 SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1 Localisation du chantier et des installations de cantonnement

Plan de situation du chantier et des cantonnements sur le site du Palais Bourbon



4.2 Accès au chantier

Les entreprises doivent se conformer aux modalités d'accès au Palais Bourbon définies par la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre. A cet effet, par la mise en place d'un contrôle par badge nominatif, la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre ainsi que la Division de la Sécurité et du Contrôle d'accès prennent les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au site.

L'accès au chantier ainsi qu'à l'aire de livraison est réservé aux seules personnes, véhicules et camions de l'entreprise titulaire, à ses sous-traitants agréés ainsi qu'aux autres sociétés autorisées (pour les livraisons, notamment).
Un système de vérification des entrées par un contrôle des cartes d'accès et de laissez-passer délivrés aux entrepreneurs pour leur personnel, leurs véhicules est institué. Une information est donnée aux entreprises par la Maîtrise d'Œuvre précisant les modalités d'obtention de ces badges.

Les accès au chantier doivent se faire par le poste de surveillance du 126 et 128 de la rue de l'Université.
Des contraintes liées au site de l'Assemblée nationale sont susceptibles de modifier les horaires et les jours d'autorisation d'accès. Les travaux bruyants ne sont autorisés que dans le cadre des dispositions particulières décrites dans le CCTP, sachant que certains travaux peuvent être réalisés « de nuit », notamment lors des périodes de session parlementaire.

4.3 Cantonnements et installations d'hygiène

La Maîtrise d'Ouvrage met à la disposition de l'entreprise titulaire et de ses sous-traitants, plusieurs zones de cantonnement :

1. au Palais Bourbon, les cantonnements dénommés ABRI, situés au 1^{er} sous-sol (sous les jardins des Quatre Colonnes) et qui disposent de 2 réfectoires, de sanitaires (WC, douches et lavabos) et de locaux à usage de vestiaire ;
2. au 1^{er} sous-sol de l'aile Est, des vestiaires, WC, lavabos et douches ;
3. au rez-de-chaussée du « Petit Hôtel », des installations comprenant des sanitaires (WC, douche et lavabo) et des vestiaires spécifiquement dédiées au personnel féminin.

N.B. : les différentes zones de cantonnement disponibles sur le site de l'Assemblée nationale sont mises à la disposition des chantiers en fonction de leur importance et de leurs effectifs prévisibles.

Les entreprises doivent veiller à maintenir les locaux en bon état de propreté pendant toute la durée du chantier.

4.4 Contraintes sur le site du Palais-Bourbon

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux sont exécutés à proximité de locaux occupés et fréquentés méritant une protection au titre de la sauvegarde de l'environnement. Chaque entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux occupants et aux visiteurs, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc..

Par ailleurs :

- Les entreprises peuvent être interrompues dans leur travail suite à des besoins de fonctionnement de l'Assemblée nationale (interruption suite aux instructions expresses de la Maîtrise d'Ouvrage ou de la Maîtrise d'Œuvre).
- Les travaux bruyants sont réglementés, et sont arrêtés lors des besoins protocolaires, séances ou réunions.
- La circulation des véhicules aux abords du site est soumise au respect de la réglementation routière. Nonobstant les dispositions réglementaires, les véhicules ne doivent pas gêner le trafic du site et son environnement, le non-respect à ces règles pouvant entraîner des sanctions.
- La vitesse des véhicules sur les voies intérieures du site du Palais-Bourbon est limitée à **10 km/h**.

Sont formellement interdits sur le site du Palais Bourbon :

- les cantines particulières,
- de faire de la cuisine sur le site, y compris dans les cantonnements,
- de réaliser des constructions en bois ou matériaux incombustibles, d'allumer un feu ou de brûler des débris ou matériaux sur le site.

Lors de l'utilisation et de la conduite des véhicules et des engins de chantier, les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement. De plus, chaque conducteur doit être titulaire d'un CACES approprié à la catégorie de l'engin qu'il conduit et être en possession d'une « Autorisation de conduite » en cours de validité, établie et délivrée par son entreprise.
D'autre part, un exemplaire des rapports de vérifications réglementaires que doivent subir tous les engins, y compris ceux amenés à manutentionner, doit être tenu à disposition sur le site par les entreprises utilisatrices.

N.B. : chaque titulaire d'un CACES et d'une « Autorisation de conduite » doit être en mesure de présenter ces documents, sur demande expresse de leur part, à la Maîtrise d'Ouvrage, à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

4.5 Sujétions découlant de la présence de tiers à proximité des zones de travaux

Les entreprises doivent prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires afin que la sécurité des tiers soit assurée en permanence et pendant toute la durée des travaux.
Le stockage des différents matériels et matériaux sur le chantier est strictement soumis à l'autorisation de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Œuvre.
Tout stockage des bouteilles de gaz doit être conforme aux prescriptions de sécurité incendie imposées par le PC Sécurité du Palais Bourbon.
Par ailleurs, chaque entreprise doit délimiter toutes ses zones de stockage en mettant en place de clôtures.
L'entreprise titulaire doit mettre en place une signalisation indiquant l'interdiction faite aux tiers de pénétrer dans les zones de stockage.
De plus, les livraisons ainsi que les évacuations doivent être réalisées régulièrement afin de limiter les zones de stockage sur le site.

4.6 Stationnement et accès au parking du Palais Bourbon

Les autorisations de stationnement temporaire sont délivrées par la Division de la Sécurité et du Contrôle d'accès.
Toute indiscipline conduisant à un stationnement abusif ou désordonné de véhicules peut amener la Maîtrise d'Ouvrage à interdire purement et simplement aux intéressés de pénétrer dans l'enceinte avec leur véhicule.
Ces règles sont également applicables pour les accès au parking du Palais Bourbon, rue Aristide Briand, en considérant que les véhicules des entreprises respectent les gabarits et notamment la hauteur maximale de passage.

4.7 Protections contre le bruit

Conformément à la réglementation en vigueur, chaque entreprise est tenue de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques. Chaque entreprise doit donc retenir des procédés d'exécution, des modes opératoires et des matériels limitant les bruits. En cas d'impossibilité, elle doit prévoir d'autres solutions d'insonorisation :

- réduction du bruit à la source,
- encoffrement de la source,
- mise en place de suspensions anti-vibratiles,
- éloignement des matériels bruyants.

Par ailleurs, le personnel d'exécution exposé aux bruits doit porter des protections individuelles (bouchons d'oreilles ou casque anti-bruit).

5 MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

5.1 Nettoyages

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de travail et doit en conséquence effectuer les nettoyages et évacuer ses gravats, déchets et emballages.
Des appareils aspirateurs doivent être mis en œuvre pour éviter l'émission de poussières liées à au balayage des sols des locaux intérieurs.
Les abords et les sorties du chantier doivent être maintenus dans un état de parfaite propreté. Tout manquement à cette obligation pourra être sanctionné par un arrêt des travaux de l'entreprise défaillante qui devra immédiatement réaliser le nettoyage des zones concernées.
Les entreprises doivent indiquer dans leur PPSSPS (ou dans un additif à ce document) les moyens matériels utilisés et les produits employés (fiches de données de sécurité à transmettre à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur SPS) pour réaliser les nettoyages avant livraison. En cas de sous-traitance, l'entreprise de nettoyage est soumise aux obligations réglementaires d'inspection commune et de diffusion d'un PPSSPS.
Sur simple constat de la Maîtrise d'Ouvrage ou de la Maîtrise d'Œuvre, et après mise en demeure préalable, ces derniers pourront faire procéder aux nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Le cas échéant, les frais résultants seront imputés à l'entreprise défaillante.

5.2 Evacuation des déchets et gravats

Les entreprises sont responsables de l'évacuation de leurs déchets ainsi que du respect du tri sélectif imposé par la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre.
Les gravats et déchets doivent donc être évacués à l'avancement des travaux, de façon journalière.
Les entreprises doivent faire au moins un pré-tri sur le site afin d'appliquer la réglementation en vigueur en vue de trier, stocker et recycler les différents matériaux.

5.3 Pollution de l'air due à l'exécution des travaux

D'une manière générale, les entreprises sont tenues à réduire au minimum la production des polluants (émanations toxiques ou nocives de produits utilisés, fumées et vapeurs de soudure, poussières diverses, etc.) lors de l'exécution de leurs travaux.

Dans les cas contraires, les entreprises doivent installer des dispositifs provisoires de renouvellement d'air à l'intérieur des zones de travaux confinées en respectant notamment les dispositions suivantes :

- évacuation des polluants, gaz, fumées ou poussières après captage au plus près du point d'émission ;
- mise en œuvre de dispositifs provisoires de ventilation de façon à balayer par un courant d'air neuf continu toutes les zones de travaux et de circulation ;
- adaptation de l'installation de ventilation à la progression des travaux et des zones polluées ;
- captation de l'air insufflé dans une zone éloignée de tout rejet d'autres pollutions ;
- évacuation des polluants vers une zone inaccessible aux personnels.

Par ailleurs, les entreprises doivent ajuster aux zones de travaux la position de l'amenée d'air neuf par rapport à l'extraction de façon à éviter l'existence des zones « mortes » (aucun salarié ne devrait se trouver entre une source de pollution et les bouches d'aspiration).

Rappel important : pour tous les travaux susceptibles de produire des fumées ou des poussières sur les différents sites de l'Assemblée nationale des permis « poussières » doivent être délivrés par le PC Sécurité.

Dans tous les cas, les entreprises susceptibles d'émettre des poussières doivent :

- réduire l'émission des poussières par le choix des matériels et des techniques à mettre en œuvre ;
- capter les poussières « à la source » en utilisant des matériels comportant des systèmes de captage et/ou en mettant en place un dispositif d'aspiration au plus près de la source de poussières ;
- privilégier l'usage d'appareils aspirateurs pour éviter l'émission de poussières liées à au balayage des sols et des planchers ;
- équiper les salariés de protections respiratoires individuelles efficaces : appareil à ventilation assistée équipé de filtre de classe P3 pour les travaux où la concentration de poussières est supérieure à la VME, ou, dans les autres cas, un appareil de protection respiratoire filtrant de classe P3.

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

6.1 Mesures prise en considération des interférences éventuelles

Les procédures de secours en cas d'accident ainsi que les consignes en cas d'incendie doivent figurer sur le PPSSPS des entreprises et être affichées dans les locaux du personnel (voir l'affiche figurant en annexe 2 du présent document).

Rappel du CCG - AN : en cas d'urgence composer le 18 depuis un poste fixe de l'Assemblée nationale ou le 01.40.63.60.46 depuis un portable.

La salle opérationnelle (téléphone : 01.40.63.68.88) est seule habilitée à appeler les services extérieurs d'intervention et de secours. Ne jamais appeler directement les pompiers ou le SAMU. L'entreprise doit se conformer au PGSC et au CCG - AN pour établir son PPSSPS (conforme aux différentes instructions).

En cas d'accident corporel léger en cours de chantier, la victime de blessures légères ne requérant pas d'évacuation ou d'intervention des services de secours, peut se faire soigner au cabinet médical de l'Assemblée nationale (premiers soins), cette procédure ne dispense toutefois pas l'obligation pour les entreprises de disposer sur le chantier d'une boîte de premiers secours.

La Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre et le Coordinateur SPS doivent être informés de tout accident ou incident immédiatement après les faits, y compris pour les accidents bénins ou les blessures légères.

Il est rappelé que les entreprises sont tenues de mentionner, à l'intérieur de leur PPSSPS, l'indication du nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence.
Par ailleurs, les entreprises doivent prendre toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai.

6.2 Prévention et protection incendie

Pendant toute la durée des travaux, la sécurité et la protection contre l'incendie de l'emprise du chantier doit être assurée. A cet effet, chaque entreprise doit :

- faire un inventaire des risques d'incendie (produits inflammables, matières combustibles, etc.) ;
- établir une consigne générale fixant les mesures de prévention, définissant l'organisation et les moyens d'intervention sur le site avec les services de l'Assemblée nationale.

L'entreprise qui utilise des produits inflammables doit prévenir le Coordonnateur SPS lors de son inspection commune réglementaire et doit le mentionner dans son PPSSPS. Les fiches de données de sécurité de ces produits doivent être tenues à jour sur le chantier et doivent être transmises à la Maîtrise d'Ouvrage, à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur SPS. Le stockage de ces produits sur le chantier doit être réduit au minimum (présence des produits utilisés dans une journée). Par ailleurs, les emballages et les déchets combustibles doivent être évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les entreprises qui effectuent des travaux par points chauds doivent approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, leurs propres extincteurs portatifs, chaque entreprise devant former ses salariés à la conduite à tenir en cas d'incendie et au maniement des extincteurs.

Pour tous les travaux thermiques (soudage, découpe, meulage, etc.) le permis de feu est obligatoire.

Pour tous les travaux par points chauds, les entreprises doivent également mettre en œuvre les dispositions de sécurité suivantes :

- ↳ Avant les travaux par points chauds :
 - ⇒ délimiter la zone de travail
 - ⇒ éloigner toutes les matières combustibles ou inflammables ; protéger ou couvrir de bâches ignifugées les matières combustibles ou inflammables qui n'ont pas pu être évacuées
 - ⇒ protéger les planchers et parois combustibles de la même manière
 - ⇒ placer à proximité du poste de travail au moins un extincteur
 - ⇒ désigner un surveillant pour la durée des opérations
 - ⇒ vérifier l'état du matériel utilisé (bouteilles, raccords, chalumeaux, clapets anti-retour, etc.)
- ↳ Pendant les travaux par points chauds :
 - ⇒ porter les équipements de protection individuelle (lunettes, gants, tablier, etc.)
 - ⇒ ne déposer les pièces chaudes et le chalumeau que sur des supports incombustibles et non propagateurs de la chaleur
 - ⇒ surveiller les points de chute des particules incandescentes (attention aux interstices, fissures, etc.)
 - ⇒ surveiller les parties métalliques chauffées, derrière les cloisons proches du point de travail
- ↳ Après les travaux par points chauds :
 - ⇒ inspecter soigneusement les lieux de travail et les locaux contigus dès la fin du travail
 - ⇒ maintenir une surveillance rigoureuse pendant 2 heures après la fin des opérations

Par ailleurs, lorsque des travaux de soudage à l'arc sont effectués, des écrans doivent masquer les arcs aux personnels des autres corps d'état, afin de supprimer les risques d'éblouissement et les dangers du rayonnement ultraviolet. A défaut d'écrans protecteurs, les zones dangereuses doivent être délimitées et convenablement signalées.

Les travaux par points chauds réalisés dans les locaux confinés ou mal ventilés doivent faire l'objet, au préalable, de la mise en place des tous les dispositifs provisoires de renouvellement nécessaires à savoir :

- une amenée d'air sain (provenant d'une zone dépourvue de pollution) ;
- une extraction provisoire vers dans une trémie ou gaine prévue à cet effet ou vers une zone inaccessibles aux personnes.

6.3 Établissement des permis « feu » ou « poussières »

Rappel : pour tous les travaux thermiques (soudage, découpe, meulage, etc.) le permis « feu » est obligatoire.

Par ailleurs, tous les travaux (décapage, ponçage, percement, découpe, etc.) susceptibles d'émettre des poussières ou des fumées doivent obligatoirement faire l'objet de l'établissement d'un permis « poussières » par le Détachement de la BSPP.

En semaine, de 7 h à 17 h, ainsi que les week-ends et jours fériés, une permanence est assurée au bureau des sapeurs-pompiers de l'Assemblée nationale 24/24

Standard sapeurs-pompiers : **35 112** (ligne interne) 01.40.63.51.12 (ligne externe)

Salle opérationnelle : **36 888** (ligne interne) 01.40.63.68.88 (ligne externe)

Toute personne procédant à des travaux par points chauds sans permis de feu sera immédiatement exclue du chantier.

Nota : il est rappelé qu'il est formellement interdit de fumer dans les locaux de l'Assemblée nationale.

7 MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

7.1 Obligations de l'entreprise contractante envers le Maître d'Ouvrage

La Maîtrise d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre rappellent à l'entreprise titulaire que lorsqu'elle envisage de faire exécuter une partie des travaux conclus dans le contrat avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, ceux-ci doivent se conformer en tous points aux dispositions du présent PGSC qui leur a été transmis en temps utile. Chaque sous-traitant doit établir son propre PPSSPS.

En outre, tous les sous-traitants doivent être soumis à l'agrément de la Maîtrise d'Ouvrage (dossiers d'agrément à transmettre à la Maîtrise d'Œuvre).

L'inspection commune réalisée avec le sous-traitant ne donne pas droit à démarrer les travaux, sauf si l'agrément du Maître d'Ouvrage a été préalablement accordé.

L'entreprise titulaire et tous ses sous-traitants et travailleurs indépendants doivent respecter l'ordre chronologique suivant :

1. inspection commune préalable avec le Coordonnateur SPS ;
2. établissement et transmission du PPSSPS auprès du Coordonnateur SPS ;
3. diffusion du PPSSPS auprès des autres intervenants (Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'Œuvre, organismes officiels de prévention, etc.) après avis du Coordonnateur SPS ;
4. début des travaux.

L'entreprise titulaire doit organiser l'inspection commune de ses sous-traitants et y assister. A cette occasion, chaque sous-traitant doit être représenté par son chef d'entreprise ou une personne possédant une délégation de pouvoir et ayant la connaissance des travaux ou prestations réalisés par son entreprise.

7.2 Sous-traitants

L'entreprise qui fait exécuter en tout ou partie, le contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, remet à ceux-ci un exemplaire du PGSC ainsi que son PPSSPS ou un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son PPSSPS des informations fournies par l'entreprise titulaire ainsi que des dispositions contenues dans le PGSC.

Nota : sont notamment considérés comme sous-traitants :

- les artisans « non salariés »,
- les travailleurs indépendants et les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier,
- les loueurs d'engins avec conducteur,
- les sociétés de montage et de démontage d'appareils, de machines ou d'installations,
- les entreprises exécutant les opérations de montage d'échafaudages ou de sapines.

Tous ces sous-traitants sont assujettis aux obligations réglementaires d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS et de transmission de leur PPSSPS.

7.3 Travail intérimaire

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- a) le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné ;
- b) le certificat d'aptitude médical pour la profession déterminée a été délivré ;
- c) l'intéressé est en règle, notamment au point de vue de la carte de travail et carte de séjour ;
- d) le personnel a subi la formation à la sécurité et reçu les consignes de sécurité du site ;
- e) le personnel a ses propres EPI (Equipement de Protection Individuelle) ou de leur fournir à défaut.

7.4 Dispositions générales relatives à la main d'œuvre

La Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre peuvent interdire l'entrée du site à tout personnel d'une entreprise, notamment pour insubordination, incapacité, défaut de probité, espionnage, ivresse, inobservation de la réglementation et des prescriptions de la Maîtrise d'Œuvre ainsi qu'à tout le personnel ne présentant pas la qualification requise.

Un prestataire de service (livraison) devient un sous-traitant s'il exécute des travaux ou de la manutention.

7.5 Contenu du Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.S.P.S.)

En cas de réalisation de travaux comportant des risques particuliers définis par l'Arrêté du 25 février 2003, l'entreprise titulaire, ainsi que ses sous-traitants, doivent rédiger et transmettre un PPSSPS au Coordonnateur SPS. Ce plan doit évaluer tous les risques prévisibles et doit décrire les consignes à observer ou à transmettre aux travailleurs appelés à intervenir sur le chantier ainsi que les conditions de santé et de sécurité dans lesquelles vont être exécutés les travaux. Ce document doit être établi en application des articles R4532-63 et R4532-64 du code du travail :

Article R4532-63 - Le plan particulier simplifié de sécurité indique :

- 1° les nom et adresse de l'entrepreneur ;
- 2° l'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier ;
- 3° le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

Article R4532-64 - Le plan particulier simplifié de sécurité est adapté aux conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier. A cet effet, outre la prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le coordonnateur et l'énumération des installations de chantier et des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, le plan mentionne, en les distinguant :

1° La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la santé et la sécurité des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8 ;

2° Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité que peuvent encourir les travailleurs de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

7.6 Informations mutuelles et échanges entre entreprises des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé

Au cours de son inspection commune réglementaire, le représentant de chaque entreprise est tenu de préciser au Coordonnateur SPS :

- le nom, la qualité et les coordonnées (téléphone portable, adresse e-mail, etc.) de la personne chargée de diriger ses travaux ;
- la date du début de ses travaux ou prestations sur le chantier ;
- la durée de ces travaux ou prestations ;
- l'évolution prévisible de ses effectifs en personnel présents sur le chantier ;
- sa prévision de sous-traitance avec indication de la nature des travaux sous-traités ;
- les moyens de levage et/ou de manutention prévus pour le chantier ;
- ses besoins en eau et en électricité ;
- ses besoins en zones de stockage ;
- la liste des produits mis en œuvre dans le cadre de ses travaux, y compris les produits de nettoyage ;
- la description des travaux de l'entreprise susceptibles de présenter des risques pour la santé et la sécurité des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers (voir l'arrêté du 25 février 2003) ;
- la méthodologie d'exécution de ses travaux avec indication des moyens matériels prévus, y compris pour la réalisation des opérations de levage ainsi que pour ses travaux en élévation ;
- en respectant les principes généraux de prévention, les mesures de prévention prévues pour parer aux risques prévisibles issus de sa propre évaluation.

Il est rappelé que chaque entreprise doit préciser dans son PPSSPS :

- les mesures spécifiques prises pour prévenir les risques spécifiques découlant de l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence sur la santé et la sécurité de son personnel ;
- la description de ses travaux susceptibles de présenter des risques pour la santé et la sécurité des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste de l'arrêté du 25 février 2003 ;
- les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité que peuvent encourir ses salariés lors de l'exécution de ses propres travaux.

Les inspections communes feront l'objet de comptes rendus établis par le Coordonnateur SPS et consignés dans le Registre Journal de la Coordination.

Au cours du déroulement du chantier, les PPSSPS des différentes entreprises, et notamment de celles qui ont déclaré l'exécution de travaux comportant des risques particuliers, les comptes rendus des inspections communes ainsi que les mises à jour de la liste des entreprises seront régulièrement transmis à tous les corps d'état.

8 CONSIGNES ET MESURES DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE A METTRE EN ŒUVRE PENDANT L'EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Généralités

Lors de l'exécution des travaux, les entreprises doivent se conformer scrupuleusement aux différentes prescriptions réglementaires de sécurité et notamment celles contenues à l'intérieur du code du travail.

Avant le début des travaux, les entreprises doivent notamment :

- procéder à une reconnaissance du site et de son environnement,
- recueillir toutes informations utiles et nécessaires à leurs travaux auprès de la Maîtrise d'Ouvrage, de la Maîtrise d'Œuvre ainsi que des Départements techniques de l'Assemblée nationale,
- mentionner clairement et en détail, dans le mode opératoire et l'analyse de risques de leur PPSSPS, les dispositions de sécurité qu'elles envisagent de mettre en place,
- prendre toutes mesures et dispositions pour que les approvisionnements et les évacuations n'obligent pas leur personnel à s'exposer à des risques de chute,
- définir entre elles les protections collectives à installer de manière à ce qu'elles soient compatibles avec l'exécution des travaux.

8.2 Travaux au voisinage d'une installation électrique sous tension

Chaque entreprise devant effectuer des travaux au voisinage d'une installation électrique doit demander au Département Electricité de la DAIP la consignation électrique de cette installation. Cette entreprise ne pourra débiter ses travaux qu'après la mise hors tension de l'installation électrique, à moins que le Département Electricité de la DAIP ait fait connaître par écrit qu'il ne peut, pour une raison qu'il juge impérieuse, effectuer la mise hors tension. Le cas échéant, ce département technique doit préciser à l'entreprise chargée des travaux les dispositions et mesures à prendre pour garantir la sécurité des personnels d'exécution ainsi que des ouvrages en exploitation.

En cas de consignation de l'installation électrique, les travaux ne peuvent commencer que lorsque chaque entreprise est en possession d'une « attestation de mise hors tension » écrite, datée et signée par le Département Electricité de la DAIP ; à la fin des travaux concernés, chaque entreprise doit s'assurer que son personnel ne court plus aucun risque avant de remettre « l'avis de cessation de travail » au Département Electricité de la DAIP.

8.3 Travaux d'ordre électrique

Pour tous les travaux d'ordre électrique sur ou au voisinage d'une installation en exploitation, les entreprises doivent respecter les dispositions de sécurité contenues dans la norme NF C 18-510.

N.B. : chaque entreprise doit être en mesure de présenter pour son personnel, sur demande expresse de leur part, les titres d'habilitation ainsi que les attestations de formation correspondantes, à la Maîtrise d'Ouvrage, à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

Les travaux sous tension sont interdits, tous les travaux devant être réalisés hors tension, après consignation électrique.

Toutes les consignations électriques, y compris celles exécutées par l'entreprise d'électricité, doivent être réalisées en concertation avec le Département Electricité de la DAIP (procédure obligatoire de double consignation à respecter).

L'accès aux locaux, aux tableaux et aux coffrets électriques est réservé au personnel possédant une habilitation électrique appropriée.

Les personnels chargés des travaux ou opérations d'ordre électrique doivent avoir toutes les qualifications et les habilitations requises pour les tâches qu'ils ont à réaliser, notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives.

8.4 Travaux de démontage d'ouvrages

L'entreprise titulaire doit établir et transmettre à la Maîtrise d'Ouvrage, à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur SPS la méthodologie de dépose et d'évacuation complète de l'ensemble des équipements constituant l'ascenseur existant, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la gaine, en cuvette et en local machinerie, à savoir, notamment (liste non exhaustive) :

- la cabine,
- les guides, les contrepoids, les câbles de traction, les limiteurs, les amortisseurs, poulies, fixations, etc.,
- les portes palières,
- tous les appareils d'éclairage, câbles électriques, tubes et fourreaux à l'intérieur de la gaine,
- tous les équipements du local machinerie.

Cette méthodologie doit être incluse dans le PPSSPS de l'entreprise titulaire, accompagnée, pour chaque phase de travail, d'une analyse des risques prévisibles et de la définition des mesures SPS retenues, dans le respect des principes généraux de prévention imposés par le code du travail.

Rénovation de l'ascenseur 3 de l'escalier K du Palais Bourbon – 126-128 Rue de l'Université à Paris (7^{ème} arrond.)

Avant l'exécution de ses travaux, l'entreprise chargée des travaux de démontage d'ouvrages doit notamment :

- étudier la nature, la résistance et la stabilité des ouvrages à enlever ;
- réaliser le recensement des ouvrages voisins afin de déterminer l'influence des démontages sur ces derniers et de prendre des mesures conservatoires s'il y a lieu ;
- effectuer le repérage de réseaux existants, intérieurs et extérieurs, afin de demander à la Maîtrise d'Œuvre les mesures à prendre pour désactiver ou protéger ces ouvrages.

D'une façon générale, l'accès aux zones prévisibles de chute de matériaux doit être formellement interdit par tous les moyens appropriés : clôtures, barrières, gardiennage, etc.

Rappel important : pour tous les travaux susceptibles de produire des poussières sur les différents sites de l'Assemblée nationale des permis « poussières » doivent être délivrés par le PC Sécurité.

8.5 Travaux de rénovation de l'ascenseur

En cas d'utilisation du toit de cabine comme poste de travail, y compris pour les opérations de dépose de l'ascenseur, l'entreprise chargée des travaux doit mettre en place des garde-corps, notamment du côté des guides et câbles existants.

Par ailleurs, l'entreprise titulaire doit également mettre en œuvre des dispositifs de protection contre les risques de cisaillement entre ce toit et les parois de la gaine présentant des éléments en saillie.

De surcroît, le dispositif mécanique d'arrêt d'urgence «parachute» doit rester opérant en permanence.

L'entreprise doit également, lors de la réalisation de travaux produisant des émanations toxiques ou nocives (fumées de découpe ou de soudure, poussières diverses, etc.), installer des dispositifs provisoires de renouvellement d'air à l'intérieur de la gaine d'ascenseur (zone de travaux confinée) en respectant notamment les dispositions suivantes :

- évacuation des polluants (vapeurs, fumées et poussières) après captage au plus près du point d'émission ;
- mise en œuvre de dispositifs provisoires de ventilation de façon à balayer par un courant d'air neuf continu la zone de travaux ;
- captation de l'air insufflé dans une zone éloignée de tout rejet d'autres pollutions ;
- évacuation des polluants vers une zone inaccessible aux personnels ;
- port d'équipements de protection respiratoire.

Par ailleurs, l'entreprise chargée des travaux de rénovation de l'ascenseur doit également :

- déterminer, dans le cadre de son PPSSPS, ses moyens d'approvisionnement et d'évacuation ainsi que ses méthodologies de pose du moteur, cabine, etc. ;
- mettre en place des garde-corps réglementaires en rive des baies palières, à tous les niveaux, y compris devant la fosse en partie basse de la gaine ;
- veiller à intervenir par équipe de 2 personnes au minimum dans la gaine et les locaux isolés ;
- mettre à disposition, sur le chantier, le dernier rapport de vérification périodique de chaque treuil de levage ;
- contrôler l'installation et réaliser l'examen d'adéquation de chaque appareil de levage, notamment ceux utilisés pour l'élévation du personnel ;
- assurer un éclairage suffisant (120 lux minimum) dans les zones de travaux (gaine, machinerie, fosse, etc.) ;
- mettre en place une protection contre les risques de cisaillement sur les parois intérieures de la gaine ;
- respecter les règles relatives aux travaux de soudure et de tronçonnage des métaux ainsi que les prescriptions de sécurité relatives aux travaux d'ordre électrique.

ANNEXE 1 : PRINCIPALES MESURES DE COORDINATION SPS A METTRE EN ŒUVRE

Liste (non exhaustive) des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé

Opérations / Tâches ou Travaux	Principales mesures de coordination SPS et de prévention à mettre en œuvre
Déchargement et approvisionnement des matériels et des matériaux Évacuation des gravats, déchets et des emballages	<ul style="list-style-type: none"> • Respect du plan de circulation approuvé par la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre • Planification des livraisons en accord avec la Maîtrise d'Œuvre et en-dehors des heures d'arrivée du public et des personnels de l'Assemblée nationale • Accueil des livraisons par chaque entreprise (ne pas laisser un livreur seul) ainsi que des camions d'évacuation • Vérification de l'existence d'un éclairage suffisant dans les zones de déchargement et de chargement (à compléter si nécessaire) • Utilisation par du personnel formé et habilité de moyens de levage (hayon, grue de camion, etc.) au déchargement et au chargement • Déchargement à réaliser uniquement sur les aires de livraisons définies par la Maîtrise d'Œuvre • Délimitation, signalisation et balisage (interdiction d'accès) des zones de déchargement ou de chargement et mise en place d'un homme-traffic équipé d'un casque et d'un gilet de visibilité • Guidage des manœuvres, notamment de recul, dans des conditions de visibilité insuffisantes par des signaux conventionnels, y compris lors du déchargement d'une benne de camion • Stabilisation et calage des charges levées, transportées, déplacées et stockées • Utilisation de chariots ou d'autres équipements mécaniques (transpalettes, etc.) de manière à éviter le recours à la manutention manuelle des charges par le personnel • Respect des zones de stockage définies par la Maîtrise d'Œuvre ainsi que des charges admissibles sur les sols et les planchers • Evacuation quotidienne des gravats, déchets et emballages • Respect du tri-sélectif imposé par la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre • Nettoyage et rangement à organiser dans les zones de stockage • Port des EPI nécessaires : chaussures de sécurité, casque, gilet de visibilité, gants adaptés aux risques, etc.
Manutention des matériels et des matériaux	<ul style="list-style-type: none"> • Planification des approvisionnements et des enlèvements d'ouvrages volumineux ou lourds • Méthodologie de manutention et modes opératoires à définir dans le PPSSPS de l'entreprise (privilégier l'utilisation de moyens de levage ou d'aides à la manutention, y compris au droit de la zone de travaux) • Vérification de la résistance des planchers sur lesquels les charges sont levées ou manutentionnées et mise en œuvre de plaques provisoires de répartition si nécessaire • Stabilisation et calage des matériels et des matériaux manutentionnés puis stockés au poste de travail • Vérification de l'existence d'un éclairage suffisant dans les zones de manutention (à compléter si nécessaire) • Nettoyage et rangement à organiser dans la zone des travaux • Mise en place de rampes et de platelages provisoires au sol pour faciliter les manutentions, y compris pour les planchers en cours de ferrailage, et le passage des chariots ou des autres équipements mécaniques • Port des EPI nécessaires : chaussures de sécurité, casque, lunettes de protection, gants adaptés aux risques, etc.
Utilisation d'un appareil de levage ou de manutention	<ul style="list-style-type: none"> • Plans de levage à établir et à transmettre à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur SPS avec indication des personnes formées et habilitées à réaliser l'utilisation des moyens de levage ou de manutention, les élingages et les manœuvres • Utilisation d'un appareil régulièrement contrôlé (dernier contrôle périodique réalisé) • Mise à disposition, sur le chantier, du dernier rapport de vérification de l'appareil avec indication de la levée des réserves • Contrôle d'installation sur le site d'utilisation de l'appareil • Examen d'adéquation de l'appareil dans ses conditions d'utilisation sur le chantier • Utilisation par du personnel formé, titulaire d'un CACES adapté à l'appareil et d'une « Autorisation de conduite » en cours de validité (chaque titulaire d'un CACES et d'une « Autorisation de conduite » doit être en mesure de présenter ces documents, sur demande expresse de leur part, à la Maîtrise d'Ouvrage, à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur SPS) • Délimitation, signalisation et balisage (interdiction d'accès) de la zone de levage • Vérification de l'existence d'un éclairage suffisant dans les zones de levage (à compléter si nécessaire) • Opérations de levage à réaliser par équipe de 2 personnes au minimum • Prise en compte des conditions météorologiques et report des opérations de levage en cas de vents violents • Port des EPI nécessaires : casque, chaussures de sécurité, lunettes de protection, gants adaptés aux risques, etc.
Stockage de produits dangereux Stockage des bouteilles de gaz	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des règles imposées par le PC Sécurité (détachement de la BSPP) de l'Assemblée nationale • Transmission des fiches de données de sécurité auprès de la Maîtrise d'Ouvrage, de la Maîtrise d'Œuvre et du Coordonnateur SPS • Limitation du stockage en fonction des besoins quotidiens • Signalisation des aires de stockage avec indication des risques (inflammable, toxique, nocif, etc.) • Ventilation des locaux ou des conteneurs de stockage • Utilisation de chariots à roulettes permettant le déplacement rapide des produits et des bouteilles • Mise en place d'extincteurs appropriés à proximité de la zone de stockage

Rénovation de l'ascenseur 3 de l'escalier K du Palais Bourbon – 126-128 Rue de l'Université à Paris (7^{ème} arrond.)

Opérations / Tâches ou Travaux	Principales mesures de coordination SPS et de prévention à mettre en œuvre
Préparation des zones de travaux	<ul style="list-style-type: none"> Vérification de la présence, de la conformité et de l'adéquation des protections collectives installées Vérification avant toute opération de démolition, percement, carottage, sciage, etc. de l'absence de réseaux fluides dans les ouvrages (murs, cloisons, planchers, etc.) concernés Demande de consignation, de coupure et de purge (dégazage) des réseaux fluides auprès des départements Électricité et Génie climatique / Plomberie de l'Assemblée nationale Signalisation des réseaux en exploitation et respect des distances ainsi que des consignes de sécurité Mise en place d'un éclairage provisoire (120 lux minimum) de la zone de travaux en complément de l'éclairage existant Nettoyage et rangement à organiser régulièrement dans la zone de travaux Délivrance d'un permis « poussières » par le PC Sécurité (détachement de la BSPP auprès de l'Assemblée nationale) Équiper en EPI le personnel d'exécution en fonction des risques encourus
Mise en place, maintenance et dépose de l'installation électrique provisoire de chantier	<ul style="list-style-type: none"> Recensement des besoins des différents corps d'état Séparation du réseau d'éclairage, de l'alimentation des coffrets et des besoins particuliers (appareils de levage, notamment) Établissement de plans indiquant la localisation des coffrets électriques et des appareils d'éclairage et transmission, pour accord, à la Maîtrise d'Ouvrage, à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur SPS Passages des réseaux provisoires d'alimentation dans les conditions imposées par la Maîtrise d'Œuvre et le Coordonnateur SPS (trémies et réservations spécifiques à privilégier, passages au sol et dans les volées d'escalier à proscrire) Implantation des coffrets et appareils d'éclairage de manière à ne pas gêner les travaux (implantation à faire validée par la Maîtrise d'Œuvre) Appareils d'éclairage conformes aux normes de chantier (degrés minimum de protection à respecter) Détermination du nombre de coffrets de manière à éviter les rallonges de plus de 25 m Coffrets électriques conformes aux normes de chantier (étanches, protection différentielle 30mA, bouton d'arrêt d'urgence, etc.) Vérification réglementaire de l'installation électrique provisoire par une société de contrôle spécialisée établissant un rapport écrit Personnel d'exécution qualifié et habilité NF C 18-510 pour les mises en service et pour assurer la maintenance ainsi que la surveillance de l'installation Respect des règles relatives aux travaux d'ordre électrique Utilisation d'outillage isolant ou isolé ainsi que d'appareil de contrôle et de vérification conformes Installation d'un éclairage suffisant (120 lux minimum) dans les zones de travaux Nettoyage des zones de travaux et évacuation des gravats, déchets et emballages Port des EPI nécessaires : casque (avec jugulaire pour les travaux en élévation), chaussures de sécurité, lunettes de protection anti-UV, protections auditives, gants adaptés aux risques, etc.
Travail en hauteur Echafaudages	<ul style="list-style-type: none"> Choix d'un matériel conforme en fonction de l'état et de la nature du sol, des hauteurs de travail (variables ou constantes) et de l'encombrement et de la capacité d'accueil des locaux (examen d'adéquation) Délimitation, signalisation et balisage (interdiction d'accès) de la zone de montage ou d'installation du matériel utilisé pour les travaux en élévation (balisage à conserver pendant les travaux et les opérations de démontage) Installation d'un éclairage suffisant (120 lux minimum) dans les zones de travaux Montage ou installation du matériel (échafaudage, PIR, etc.) conformément à la notice du fabricant Contrôle et vérification du montage ou de l'installation par une personne compétente de l'entreprise utilisatrice (consignation de l'examen sur le registre de sécurité de l'entreprise) Port des EPI nécessaires : casque avec jugulaire, chaussures de sécurité, lunettes de protection, gants adaptés aux risques, harnais de sécurité, protections auditives, etc.
Intervention en hauteur avec harnais de sécurité	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation préalable du risque (article R4323-64 du code du travail) à réaliser avant intervention Vérification des dispositifs d'ancrage (lignes de vie, rails, anneaux d'ancrage, etc.) Détermination des moyens d'accès (en sécurité) Prise en compte des éventuels effets pendulaires ainsi que du tirant d'air pour chaque poste de travail, notamment en cas d'utilisation d'un absorbeur d'énergie Intervention par du personnel formé et habilité pour le port du harnais et médicalement apte (chaque entreprise doit être en mesure de présenter pour son personnel, sur demande expresse de leur part, les certificats d'aptitude médicale ainsi que les attestations de formation « Port du harnais » à la Maîtrise d'Ouvrage, à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur SPS) Installation d'un éclairage suffisant (120 lux minimum) dans les zones d'intervention Organisation des secours en cas d'urgence Délimitation, signalisation et balisage (interdiction d'accès avec des barrières ou des clôtures) à l'aplomb et au-dessous des zones de travaux Contrôle du harnais et des accessoires avant le début des travaux (s'assurer notamment que les vérifications périodiques ont été effectuées) Surveillance permanente des personnels Attache des outils, matériels et matériaux (aucun objet ne doit tomber) Port des EPI nécessaires : casque avec jugulaire, chaussures de sécurité, gants adaptés aux risques, etc.

Rénovation de l'ascenseur 3 de l'escalier K du Palais Bourbon – 126-128 Rue de l'Université à Paris (7^{ème} arrond.)

Opérations / Tâches ou Travaux	Principales mesures de coordination SPS et de prévention à mettre en œuvre
Montage et démontage d'un échafaudage	<ul style="list-style-type: none"> Adaptation de l'échafaudage en fonction des travaux à réaliser et des stockages prévisibles Recensement des appareils et moyens de levage prévus Délimitation, signalisation et balisage (interdiction d'accès) de la zone de stockage des éléments composant l'échafaudage Respect de la notice de montage et de la note de calcul du fabricant Plan de montage, d'utilisation et de démontage ainsi qu'une note de calcul (de résistance et de stabilité à établir) lorsque les configurations structurelles envisagées n'ont pas été prévues par le fabricant Opérations de montage et de démontage réalisées par équipe de 2 personnes au minimum Mise en place d'une délimitation, d'une signalisation et d'un balisage (interdiction d'accès) de la zone de montage ou de démontage Installation d'un éclairage suffisant (120 lux minimum) dans les zones de montage et de démontage Implantation et adaptation de l'échafaudage en fonction des travaux à réaliser Fixation des tous les planchers, y compris les jonctions Mise en place de garde-corps et de plinthes intérieurs sauf si l'éloignement est en tout point supérieur à 20 cm des ouvrages (murs, parois, etc.) Vérification et contrôle de l'échafaudage Établissement d'un P.-V. de réception (fournir au donneur d'ordre, à la Maîtrise d'Ouvrage, à la Maîtrise d'Œuvre, au Coordonnateur SPS et à toutes les entreprises utilisatrices, y compris les sous-traitants) Affichage, sur l'échafaudage (accès) du P.-V. de réception, des examens d'adéquation et des charges maximales admissibles Port des EPI nécessaires : casque avec jugulaire, chaussures de sécurité, harnais de sécurité, protections auditives, gants, lunettes de protection, etc.
Travaux par points chauds Utilisation de chalumeaux Soudage Travaux de découpe ou de tronçonnage de métaux Réalisation de tranchées dans les ouvrages Préparation des supports (nettoyage, grattage, ponçage, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> Permis « feu » et « poussières » délivrés par le PC Sécurité (détachement de la BSPP) de l'Assemblée nationale Installation d'un éclairage suffisant (120 lux minimum) dans les zones de travaux Éloignement des matières combustibles et des produits inflammables Pose de bâches ignifugées Mise en place, à proximité du poste de travail, d'un extincteur en bon état d'usage et adapté aux risques d'incendie Formation du personnel au maniement de l'extincteur Vérification de l'état du matériel (bouteilles, raccords, chalumeau, clapets anti-retour, poste à souder, tronçonneuse, etc.) Isolation de la zone de travail Mise en place d'un écran de protection contre les projections et les arcs (éblouissement et rayonnement UV) Installation d'un dispositif provisoire de renouvellement d'air dans les zones de travaux (extraction des fumées, poussières, émanations, etc.) Bouteilles à attacher ou à placer sur un chariot Nettoyage des zones de travaux par aspiration (poussières) et évacuation des déchets Port des EPI nécessaires : casque (avec jugulaire pour les travaux en élévation), chaussures de sécurité, lunettes de protection ou cagoule de soudeur, masque de protection respiratoire, gants adaptés aux risques, protections auditives, tablier de soudeur, etc. Après travaux, inspection de la zone de travail et des locaux contigus
Utilisation des produits chimiques Travaux d'application des peintures Travaux dans zones confinées	<ul style="list-style-type: none"> Transmission des fiches de données de sécurité auprès de la Maîtrise d'Ouvrage, de la Maîtrise d'Œuvre et du Coordonnateur SPS Utilisation de produits sans danger ou, à défaut, moins dangereux Respect de la réglementation CMR en cas d'utilisation de tels produits Délimitation, signalisation et balisage (interdiction d'accès) de la zone de travaux Limitation du nombre de salariés exposés Ventilation des locaux par renouvellement d'air (mise en place d'un extracteur et d'une amenée d'air sain provisoires) Port des EPI nécessaires : combinaison, lunettes de protection, masque ventilé à cartouches filtrantes, gants adaptés aux risques chimiques, protections auditives, etc. Remplacement régulier des cartouches filtrantes du masque de protection respiratoire Mise en place, à proximité du poste de travail, d'un extincteur en bon état d'usage et adapté aux risques d'incendie Surveillance du personnel (travaux réalisés par équipe de 2 personnes au minimum) Formation du personnel au maniement de l'extincteur Évacuation des déchets, contenants et emballages des produits dangereux sous bordereaux de suivi de déchets (BSD) à fournir à la Maîtrise d'Ouvrage et à la Maîtrise d'Œuvre
Travaux bruyants	<ul style="list-style-type: none"> Choix de techniques, méthodologies, modes opératoires et matériels sans bruit ou, à défaut, moins bruyants Utilisation de matériels conformes aux règles d'environnement Réduction du bruit à la source par encoffrement et/ou par la mise en place de suspensions anti-vibratiles Éloignement des matériels bruyants Port de protections auditives adaptées : bouchons + coquilles si le niveau d'exposition est important (supérieur à 80 dB)



Direction des Affaires
Immobilières et du Patrimoine
Coordination SPS
126, rue de l'Université
75355 PARIS 07 SP
Tél : 01.40.63.83.17

**PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ
DE COORDINATION
EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET
DE PROTECTION DE LA SANTÉ**

Opération de 3^{ème} catégorie
PGSC indice 0
Date : 23/03/2023
Marché 2023DAIP-20
Opération 2020-3315

Rénovation de l'ascenseur 3 de l'escalier K du Palais Bourbon – 126-128 Rue de l'Université à Paris (7^{ème} arrond.)

Opérations / Tâches ou Travaux	Principales mesures de coordination SPS et de prévention à mettre en œuvre
Travaux d'ordre électrique	<ul style="list-style-type: none">• Travaux sous tension interdits• Demande de consignation électrique auprès du département Électricité de l'Assemblée nationale• Signalisation des réseaux en exploitation et respect des distances ainsi que des consignes de sécurité• Vérification de l'absence de tension après réception de l'attestation de consignation pour travaux mais avant d'intervenir sur les ouvrages électriques (installations, réseaux, équipements, etc.)• Respect des prescriptions de sécurité de la norme NFC 18-510• Habilitation appropriée (en fonction des tâches à exécuter) du personnel d'encadrement et d'exécution (chaque entreprise doit être en mesure de présenter pour son personnel, sur demande expresse de leur part, les titres d'habilitation ainsi que les attestations de formation correspondantes, à la Maîtrise d'Ouvrage, à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordinateur SPS)• Accès aux locaux ou aux armoires et coffrets électriques aux personnels habilités• Surveillance des travaux et des personnes non habilitées• Délimitation et signalisation des zones de travaux• Installation d'un éclairage suffisant (120 lux minimum) dans les zones de travaux• Vérification de la présence effective des dispositifs de protection contre les risques de contacts directs et indirects avant les mises sous tension• Personnel d'exécution qualifié et habilité NF C 18-510 pour les mises en service et pour assurer la maintenance ainsi que la surveillance des installations, y compris pour les éclairages• Utilisation d'outillage isolant ou isolé ainsi que d'appareil de contrôle et de vérification conformes• Nettoyage des zones de travaux et évacuation des gravats, déchets et emballages• Port des EPI nécessaires : casque (avec jugulaire pour les travaux en élévation), chaussures de sécurité, lunettes de protection anti-UV, protections auditives, gants adaptés aux risques, etc.
Travaux de démontage ou de dépose d'ouvrages	<ul style="list-style-type: none">• Recensement des ouvrages voisins afin de déterminer l'influence de la dépose sur ces derniers et de prendre toutes les mesures conservatoires utiles et nécessaires• Réalisation de l'inventaire des éléments à risques spécifiques et plus particulièrement en raison de leur toxicité, inflammabilité ou radioactivité• Demande de consignation, de coupure et de purge des réseaux fluides auprès des départements Électricité et Génie climatique / Plomberie de l'Assemblée nationale• Signalisation des réseaux en exploitation et respect des distances et des consignes de sécurité imposées par les départements Électricité et Génie climatique / Plomberie de l'Assemblée nationale• Délimitation, signalisation et balisage (interdiction d'accès) des zones des travaux• Mise en place des panneaux réglementaires interdisant l'accès au public et rendant obligatoire le port du casque de chantier• Encadrement du personnel chargé des travaux de dépose (travaux réalisés par équipe de 2 personnes au minimum)• Installation d'un éclairage suffisant (120 lux minimum) dans les zones de travaux• Humidification des poussières par brumisation• Ventilation des locaux par la mise en place de dispositifs provisoires de renouvellement d'air (amenée d'air sain et extraction des poussières, fumées, gaz d'échappement, etc.)• Mise en place de platelages et d'étaisements contreventés en sous face des ouvertures de plancher• Condamnation de l'accès aux zones situées sous les postes de travail• Mise en œuvre de nacelles élévatrices ou de plates-formes de travail conformes pour les travaux en élévation (échafaudage, PIR, etc.)• Interdiction de réaliser des travaux superposés• Organisation de l'évacuation des décombres et des gravats• Respect des règles relatives aux travaux par points chauds et à l'utilisation des chalumeaux• Mise en place, à proximité du poste de travail, d'un extincteur en bon état d'usage et adapté aux risques d'incendie• Formation du personnel au maniement de l'extincteur• Nettoyage des zones de travaux et évacuation des gravats et des décombres• Respect du tri-sélectif imposé par la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre• Port des EPI nécessaires : casque avec jugulaire, bottes ou chaussures de sécurité, gilet de visibilité, protections auditives, gants adaptés aux risques, etc.



Direction des Affaires
Immobilières et du Patrimoine
Coordination SPS
126, rue de l'Université
75355 PARIS 07 SP
Tél : 01.40.63.83.17

**PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ
DE COORDINATION
EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET
DE PROTECTION DE LA SANTÉ**

Opération de 3^{ème} catégorie
PGSC indice 0
Date : 23/03/2023
Marché 2023DAIP-20
Opération 2020-3315

Rénovation de l'ascenseur 3 de l'escalier K du Palais Bourbon – 126-128 Rue de l'Université à Paris (7^{ème} arrond.)

Opérations / Tâches ou Travaux	Principales mesures de coordination SPS et de prévention à mettre en œuvre
Travaux d'ascenseur	<ul style="list-style-type: none">• Détermination des moyens d'approvisionnement et des méthodologies de pose du moteur, cabine, etc. à préciser dans le cadre du PPSSPS de l'entreprise• Mise en place de garde-corps sur le toit de la cabine à 1 mètre de hauteur au-dessus de tous les éléments constituant un appui précaire (arceau, boîtier, etc.)• Utilisation du dispositif mécanique d'arrêt d'urgence «parachute»• Détermination des mesures de sécurité relatives à la pose des treuils à préciser dans le cadre du PPSSPS de l'entreprise• Mise en œuvre de dispositifs provisoires de renouvellement d'air lors de l'exécution des travaux en zone confinée (tronçonnage, découpe, soudure, etc.)• Installation, à tous les niveaux (y compris devant la fosse) de protections palières provisoires de chantier• Mise en œuvre d'échafaudages ou de plates-formes de travail pour les travaux en gaine ainsi que sur les baies palières• Contrôle exhaustif des échafaudages ou plates-formes de travail en gaine et examen d'adéquation avec les travaux d'ascenseur (réception sans réserve)• Délimitation, signalisation et balisage (interdiction d'accès) des zones situées sous les zones de levage et de travail (fonds de fosse)• Intervention par équipe de 2 personnes au minimum dans la gaine et les locaux isolés• Mise à disposition, sur le chantier, du dernier rapport de vérification périodique de chaque treuil de levage• Contrôle d'installation et examen d'adéquation de chaque appareil de levage, notamment ceux utilisés pour l'élévation du personnel• Installation d'un éclairage suffisant (120 lux minimum) dans les zones de travaux (gaine, machinerie, fosse, etc.)• Mise en place d'une protection contre les risques de cisaillement sur les parois intérieures de la gaine• Respect des règles relatives aux travaux de soudure et de tronçonnage des métaux• Respect des prescriptions de sécurité relatives aux travaux d'ordre électrique• Nettoyage des zones de travaux et évacuation des gravats, déchets et emballages• Port des EPI nécessaires : casque avec jugulaire, chaussures de sécurité, lunettes de protection ou cagoule de soudeur, masque de protection respiratoire, gants adaptés aux risques, protections auditives, tablier de soudeur, etc.

ANNEXE 2 : FICHE D'APPEL DES SECOURS

Secours d'une personne



Alerter les secours

Observer la situation et localiser l'événement



Appelez le PC pompiers

du Palais-Bourbon



18



01.40.63.60.46

Transmettre les informations

QUI ?

Se présenter en donnant son n° de téléphone

QUOI ?

Préciser la nature du problème (maladie ou accident)

OÙ ?

Localiser l'événement

COMMENT ?

Préciser les premiers gestes effectués

Attendre les instructions pendant la communication

